



L'INFO Semaine 33

Du 13 au 18 Août 2024

Édito :

Démocratie bloquée, et pendant ce temps...

Des fermetures de services d'urgences, des accès restreints (la com dit « régulés pour brouiller la réalité) cet été aura été un moment de tous les records. Les comités s'inquiètent d'une rentrée qui pourrait voir cette situation se prolonger.

Un recrutement de médecins diminué de 1510 postes pour la rentrée prochaine dans les fac de médecine.

Les raisons invoquées, un nombre très significatif d'étudiants a décidé de redoubler la dernière année de second cycle pour ne pas essayer les plâtres de la réforme et avoir plus d'atouts pour choisir leur spécialité l'année prochaine.

Moins de candidats aux épreuves, donc le nombre de postes d'interne a été baissé !

S'ajoute à cela, une campagne actuelle des étudiants qui ont passés les épreuves, car il y a eu des **diminutions de postes dans les spécialités les plus « prisées »** et donc moins de chances même pour les mieux classés d'accéder à leur choix.

Bref, il y a un mélange de n'importe quoi de la part du gouvernement, de corporatisme des étudiants et ce qu'il faudrait c'est sans doute une grande réforme des études médicales mais dans l'immédiat, ... monsieur Macron fait des calculs...

Henri Celié

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2 à 4**
- **Autres infos locales : page 4 à 5**
- **Dossiers : pages 6 à 8**

L'écho des comités:

BERNAY

Alors que les sujets de discorde n'ont pas manqué ces derniers mois (avenir de la chirurgie à Bernay, fermeture de la cuisine centrale de l'hôpital, recrutement des médecins...), ce n'est pas cet accès régulé aux urgences qui contribuera à rapprocher les positions.

« Mettre cela en place le 5 août... Ils ont peut-être pensé que ça allait passer sans susciter de réaction » à propos de l'obligation désormais imposée aux usagers eurois de **composer le 15** et d'obtenir une autorisation avant de pouvoir se rendre dans un service d'urgences.

L'association Liberté Égalité Proximité dit réagir avec colère et dépit à cette annonce.

Dans un désert médical tel que le territoire de Bernay, comment peut-on compliquer l'accès aux urgences des citoyens, seul recours aux soins pour des usagers délaissés, sans médecin traitant ? Le service des urgences est souvent le repère médical de nombreuses personnes rassurées par son existence en cas de besoin.

Temps d'attente et nombre de médecins

L'ancienne infirmière et cadre de santé parle d'une restriction des droits à l'accès aux soins, et d'un **nouvel obstacle à franchir** pour être soigné sereinement.

Elle pointe **plusieurs faiblesses** dans ce nouveau dispositif, à différents niveaux de la chaîne. Avoir recouru au Samu 27 restera « un exercice chronophage », pense-t-elle, en raison du **délai d'attente**. « Cela peut arriver qu'il soit de 20 minutes ».

Ensuite, si l'accès à un service hospitalier est refusé en raison d'une pathologie jugée non urgente, « **vers quels professionnels** ces patients seront-ils dirigés par le 15 quand on sait qu'obtenir un rendez-vous chez un médecin dans un délai bref est devenu impossible ? »

Dans le territoire de Bernay, « **peu de médecins** ont répondu favorablement à la demande de l'ARS de prendre en charge ces patients sous 48 heures ». « Ils ont pourtant prospecté dans les alentours, jusqu'à Thiberville, Beaumesnil... », ajoute-t-elle. « Et 48 heures, c'est long et souvent inadapté ! »

Responsabilité

Alors, certes, les urgences ne seront pas fermées, et les habitants pourront toujours continuer de s'y présenter, même sans avoir appelé le Samu au préalable. Mais avec le risque de pas obtenir de soins rapidement.

Quelqu'un qui arrive avec une douleur thoracique est pris en charge. Par contre, pour un problème plus bénin, comme une tendinite par exemple, si la personne n'est pas admise, elle devra retourner en salle d'attente et contacter le 116/117 pour la suite de sa prise en charge.

Quid, dans ces conditions, de la responsabilité qui pèsera sur les épaules des infirmiers d'accueil et d'orientation lorsqu'il faudra faire comprendre aux usagers que leur place n'est pas aux urgences ?

Des conséquences financières ?

(...)

S'il y a moins de passages aux urgences, quelles seront les conséquences financières pour le centre hospitalier de Bernay ? Est-ce qu'il y aura une baisse des dotations ? Et au final, ne va-t-on pas considérer qu'il n'y a plus suffisamment d'activité pour laisser les urgences ouvertes 24 h/24 ?

TARBES - LOURDES

"Suite au débat organisé par la commission nationale du débat public sur le projet d'hôpital commun de Lanne qui s'est clôturé le 18 juillet, « fin des contributions le 24 juillet et rapport à venir fin août 2024 ». L'association pour la sauvegarde de la santé et des hôpitaux des Hautes Pyrénées qui s'est particulièrement investie dans ce débat, ayant participé aux différentes réunions publiques et ateliers qui ont été organisés, a tenu une conférence de presse hier lundi 30 juillet pour faire le point sur le déroulement du débat.

Pour l'association, pas de surprise, elle qui avait déjà évoqué les plus de 23000 signatures d'opposition enregistrées. Ces réactions du public traduisent 3 sentiments :

- l'incompréhension de ne pas pouvoir faire évoluer les structures existantes qui renvoient toujours, malgré les difficultés, une image positive.
- l'incohérence de vouloir urbaniser 17ha de zones naturelles et agricoles en totale contradiction avec les orientations liées à la protection de l'environnement et de la transition énergétique.

– la colère de voir une nouvelle fois un grand service public s'éloigner avec toutes les complications que cela ne manquerait pas de générer pour tous ceux qui habitent déjà loin, qui sont moins autonomes dans les déplacements, qui sont en situation de précarité et qui ont déjà du mal à se soigner."

Trouvé sur la page FB du comité.

NANTES

Les permanences se poursuivent tout l'été au Clos Toreau pour aider les malades et les familles sans médecin à trouver un médecin traitant après le départ en retraite de la dernière médecin généraliste de ce quartier populaire.

LUÇON

Les rassemblements du vendredi à 18h00 devant les urgences de l'hôpital de Luçon continuent tout l'été. 24 personnes y ont participé ce 9 juillet. Les principaux sujets abordés : les fermetures répétées du service des urgences, la dernière la veille, la saturation des urgences du CHU de Nantes et des fermetures de lits d'hospitalisation et ses conséquences (morts sur des brancards en attendant une place d'hospitalisation, attente de dizaines d'heures), la financiarisation de la santé (cliniques, laboratoires, radiologie, EHPAD) avec la participation de Jean-Luc Landas, membre du Bureau de la Coordination Nationale.

LANNION

Le **comité de défense de l'hôpital Lannion-Trestel** a été reçu le 10 juillet en mairie de Lannion en présence du maire Paul Le Bihan (président du conseil de surveillance de l'hôpital), du président de l'Agglo Gervais Egault, de la sous-préfète Pauline Dubus, du directeur délégué de l'hôpital, de la directrice du groupe hospitalier de Saint-Brieuc et du représentant départemental de l'ARS.

« La situation de l'hôpital est alarmante. L'ouverture des urgences H24 n'est toujours pas à l'ordre du jour. Il a été acté que **les urgences resteront fermées durant 13 heures chaque nuit** et qu'une réouverture à l'automne est loin d'être certaine. Nous considérons qu'il s'agit d'une réelle perte de chance pour la population du Trégor », déplore le comité dans un communiqué.

Il appelle les élus « à agir ensemble pour gagner **un hôpital de plein droit à Lannion**. Il est essentiel que les élus locaux et communautaires s'unissent et s'organisent pour assurer la défense du centre hospitalier de Lannion. (...) Les élus devraient commander une étude à l'Observatoire régional de santé en matière de besoins sanitaires, étude qui servirait de base à l'élaboration d'un projet d'établissement adapté ».

Et ils devraient peser pour la nomination d'un **directeur de plein exercice** « qui reprenne les clés de l'établissement ».

https://actu.fr/bretagne/lannion_22113/lannion-le-comite-de-defense-de-lhopital-en-appelle-aux-elus_61453568.html

Autres infos locales :

BREST

Au centre hospitalier de Brest, les heures d'attente aux urgences affichées sur un «mur de la honte» !

« Au centre hospitalier de Brest, les heures d'attente aux urgences affichées sur un «mur de la honte» Sur la période du 10 juillet au 7 août 2024, 127 patients de plus de 75 ans auraient attendu en moyenne 23 heures sur un brancard aux urgences de Brest (Finistère), selon le syndicat CGT du centre hospitalier. Il a donc décidé de placarder leurs âges pour alerter sur les conditions de travail des soignants et d'accueil des patients. »

« M/Mme LG, 92 ans, a passé 31 heures sur un brancard » ; « M/Mme K, 91 ans, a passé 29 heures sur un brancard » ; « M/Mme Q, 75 ans, a passé 30 heures sur un brancard » Les chiffres font froid dans le dos. Entre le 10 juillet et le 7 août 2024, 127 patients de plus de 75 ans ont attendu en moyenne 23 heures aux urgences du centre hospitalier universitaire (CHU) de Brest (Finistère).

« M/Mme LG, 92 ans, a passé 31 heures sur un brancard » ; « M/Mme K, 91 ans, a passé 29 heures sur un brancard » ; « M/Mme Q, 75 ans, a passé 30 heures sur un brancard » Les chiffres font froid dans le dos. Entre le 10 juillet et le 7 août 2024, 127 patients de plus de 75 ans ont attendu en moyenne 23 heures aux urgences du centre hospitalier universitaire (CHU) de Brest (Finistère).

<https://www.letelegramme.fr/finistere/brest-29200/127-patients-de-plus-de-75-ans-ont-attendu-23-h-en-moyenne-a-brest-une-action-syndicale-du-personnel-des-urgences-6642162.php>

VAL DE MARNE

(Témoignage militant)

Sur les conséquences des « déserts médicaux dans des zones urbaines.

Les dermatos par exemple c'est pas mieux.

Exemple : la seule dermato de ma commune a pris sa retraite. Il y a 1 an ou 2 elle m'avait demandé de la revoir, mais c'est trop tard.

J'essaie les communes environnantes : pas de rdv possible (un des dermatos – d'ailleurs non dispo - demande des sommes astronomiques)

Je finis par négocier un rdv à l'hôpital militaire Bégin (94)

Et là je me fais engueuler : « ici les militaires ont la priorité. On ne traite que les cas graves. Si les gens viennent faute de dermato en ville on ne pourra pas traiter les cas graves.... »

- Pourtant j'avais une ordonnance de mon médecin (c'est obligatoire pour un rdv dermato, pas sûr que ce soit une économie pour la Sécu)

- Il y a du vrai que l'hôpital ne peut se substituer à tout.

- La « solution » est de laisser les situations s'aggraver. Voilà où on en est en France !

Noter : si l'hôpital Bégin est encore ouvert c'est parce qu'on l'avait sauvé de la fermeture il y a quelques années.

CAEN

Caen. Un "effondrement inéluctable" des urgences du CHU Santé. Depuis plusieurs mois, un collectif de médecins des urgences du CHU de Caen dénonce la situation critique de leur service, tant sur leurs conditions de travail que sur la prise en charge des patients. Une situation qui "s'aggrave, et sans réponses" de la part de la direction de l'hôpital.

<https://www.tendanceouest.com/actualite-421419-caen-un-effondrement-ineluctable-des-urgences-du-chu?s=09>

ALLIER

Une malade du cancer attaque en justice la Sécu pour que son coûteux traitement soit pris en charge

<https://www.20minutes.fr/sante/4105719-20240813-allier-malade-cancer-attaque-justice-secu-couteux-traitement-pris-charge>

LA ROCHELLE

Dans la même semaine, les syndicats ont déclenché un « danger grave imminent » pour le service de chirurgie orthopédique et tirent la sonnette d'alarme sur la situation très tendue au centre de gérontologie

<https://www.sudouest.fr/charente-maritime/la-rochelle/hopital-de-la-rochelle-nouvelles-tensions-dans-les-services-20949739.php?csnt=1913ba0eef5>

SAINTES

L'hôpital de Saintes réduit encore l'activité des urgences pédiatriques qui était déjà régulée depuis le début de l'été

<https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/l-hopital-de-saintes-reduit-encore-l-activite-des-urgences-pediatriques-qui-etait-deja-regulee-depuis-le-debut-de-l-ete-5448760>

DIGNE

Après Manosque... Digne inquiète pour ses urgences.

Actualités. Manosque, Digne maintenant, Aix-en-Provence mobilisé et "surchargé", les services des urgences inquiètent...

<https://www.hauteprovenceinfo.com/actualite-44741-apres-manosque-digne-inquiete-pour-ses-urgences>

CHARTRES

Lits saturés, patients géolocalisés, délais d'attente allongés : plongée au cœur des urgences de l'hôpital de Chartres, en surchauffe depuis début août

<https://www.lechorepublicain.fr/chartres-28000/actualites/lits-satures-patients-geolocalises-delais-d-attente-allonges-plongee-au-cur-des-urgences-de-l-hopital-de-chartres-en-surchauffe-depuis-debut-aout-14547146/>

Documents Juridiques ou utiles

Soins palliatifs réflexion (France Culture)

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-grand-reportage/soins-palliatifs-soulager-et-accompagner-3542100>

PSYCHIATRIE

Une voie française pour une psychiatrie différente

Document établi à la demande de M. Jack RALITE, Ministre de la Santé,

Coordinateurs : Docteurs **M. et J. Demay** / Juillet 1982

<http://ancien.serpsy.org/rapport/DEMAY.html>

ACCÈS AUX SOINS HOSPITALIERS (doc FHF)

PREMIÈRE ÉDITION DU « BAROMÈTRE DE L'ACCÈS AUX SOINS »

Évolution de l'activité hospitalière et accès aux soins depuis le Covid :

mutation des prises en charge ou bombe à retardement de santé publique ?

Mars 2024

https://www.fhf.fr/sites/default/files/2024-03/202403_FHF_Synth%C3%A8seBarom%C3%A8tre_VDEF_0.pdf

URGENCES

services d'urgences contraints de fermer temporairement faute de soignants

Surcroît d'activité et pénurie de personnels obligent certains services d'urgences à baisser le rideau temporairement cet été.

https://www.francetvinfo.fr/sante/hopital/crise/hopital-de-nombreux-services-d-urgences-sont-contraints-de-fermer-temporairement-faute-de-soignants_6724473.html?s=09

NUMÉRISATION

- ENJEUX ÉTHIQUES

Le présent article propose un tour d'horizon des différents enjeux éthiques liés au développement et à l'utilisation des technologies d'IA dans le milieu de la santé, en deux parties. D'abord, nous abordons les enjeux éthiques liés à l'exploitation de données massives nécessaires à l'entraînement des algorithmes de l'IA. Ensuite, nous présenterons les principaux enjeux éthiques liés au développement et à l'utilisation des SIA en santé, en abordant la façon dont ces systèmes impactent nos vies ainsi que l'environnement physique et social dans lesquels nous vivons.

<https://journals.openedition.org/ethiquepublique/7978>

- PSY DE SUBSTITUTION

Selon OpenAI, son chatbot peut désormais tenir des discussions fluides à l'oral et « lire » les émotions de ses utilisateurs. Une innovation qui intervient alors que l'usage de l'intelligence artificielle générative à des fins thérapeutiques se répand, soulevant des interrogations chez les professionnels de santé.

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/08/06/comment-l-ia-bouscule-le-milieu-de-la-sante-mentale-plutot-que-de-payer-une-nouvelle-seance-chez-le-psy-j-allais-sur-chatgpt_6270640_4408996.html

DOSSIER MEDIAPART

Dossier L'hôpital à bout de souffle

Nos enquêtes, reportages et analyses sur la crise traversée depuis des années par le système hospitalier, et encore aggravée par l'épidémie de Covid-19.

[https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/l-hopital-bout-de-souffle?](https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/l-hopital-bout-de-souffle?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5)

[utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5](https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/l-hopital-bout-de-souffle?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5)

« Un système concurrentiel dans le domaine sanitaire, c'est inadmissible »

Michel Antony, responsable du Comité de vigilance pour le maintien des services de proximité pour la Haute-Saône, actif depuis 1982, a été co-fondateur et président de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité. Il propose un état des lieux de la désertification médicale, de ses conséquences et revient sur les actions à mener pour enrayer ce phénomène.

« Quand on arrive par nos pressions militantes à bloquer la machine, elle est grippée, et ça les emmerde ! »

« Le monde rural est véritablement dans une situation hyper tendue. Mais le pire ce sont la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et les départements d'Outre-Mer ! »

-in-Transrural Initiatives, La revue associative des territoires ruraux, n.502, p.06-08, mai-août 2024

LES EHPAD ÇA PEUT RAPPORTER

Le magazine Challenges a dévoilé son classement annuel des 500 plus grandes fortunes professionnelles de France. Parmi elles, de nombreux fondateurs ou héritiers de groupes d'Ehpad. Le classement des 500 plus grandes fortunes de France, publié le 18 juillet par l'hebdomadaire Challenges, comprend une quarantaine de personnalités issues du secteur de la santé, dont plusieurs entrepreneurs ayant fait fortune dans le domaine des Ehpad et des cliniques privées, ainsi que quelques rares startupper, a constaté APMnews/Gerontonews.

Les huit personnalités en lien avec le secteur du grand âge sont:

- Yves Journal, qui a fondé la holding Sagesse retraite santé (SRS), avec notamment le réseau européen de maisons de retraite DomusVi, et qui en détient encore près de la moitié, a perdu 16 places dans le classement, pour occuper le 70e rang, avec une fortune évaluée à 1,8 milliard d'euros
- les cofondateurs de Doctolib, Stanislas Niox-Chateau, Ivan Schneider et Jessy Bernal, qui détiennent une part minoritaire du capital, ont amassé une fortune de 1,2 milliard d'euros et occupent la 111e place du classement (-7 places vs 2023)
- Jean-Claude Marian, fondateur du groupe d'Ehpad et de cliniques Orpea, cédées pour 770 millions d'euros, possède avec sa famille une fortune évaluée à 1 milliard d'euros et figure à la 137e place
- Philippe Austruy et sa famille sont 174èmes, avec 750 millions d'euros. L'entrepreneur a notamment géré des groupes de cliniques privées et d'Ehpad Medifutur, Medipep et Générale de santé via sa foncière Sis care
- Jean-François Gobertier, qui a fait fortune dans les Ehpad et est encore propriétaire de maisons de retraite via sa holding spécialisée dans la santé et l'hôtellerie GDP Vendôme, a cumulé 575 millions d'euros de fortune et figure à la 251ème place (-34 places)
- Samuel Gelrubin et sa famille ont hérité du groupe Terrot, foncière immobilière qui s'est notamment orientée vers les Ehpad avec le groupe Bridge. Leur fortune, de 500 millions d'euros, les place au 279ème rang (-39 places) Patrick Teycheney, qui a revendu le groupe d'Ehpad

Colisée en 2015 et en a conservé 3% avant de se réorienter vers les grands crus, dispose d'une fortune de 500 millions d'euros. Il est lui aussi 279e (-39)
- François et Pierre Guichard, fils du fondateur des cliniques (et d'un Ehpad) GBNA, sont 375èmes +62 places) avec 350 millions d'euros. »



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Adresse postale : **Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes**

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 21/07/2023 - N2022RN0181

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Guillaume GRANDJEAN guillaume.grandjean38@gmail.com

Adresse : 11 rue Edouard Vaillant – 45120 Chalette sur Loing – Tel 06 58 94 04 10

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landas@sfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante> X : @CoordNatcomiteH

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org